

d'obstacles à la colonisation, si l'on permet aux colons de fixer leurs pénates là où il leur plaira dans notre vaste pays.

Si on leur offre des facilités de communication, si on augmente le prix de leurs produits en leur donnant des moyens rapides de transport, je ne vois pas de raison pour que nos territoires du Nord-Ouest ne se développent pas avec la même rapidité que les États de l'Ouest de la république voisine.

Je sais qu'on a dit qu'il était important d'éviter d'établir des communications par chemins de fer avec nos voisins. Dans les circonstances actuelles nous devons, pour une courte période de temps, du moins, avoir des chemins de fer en correspondance avec ces chemins, ou bien n'en avoir pas du tout, et je ne crois pas qu'il soit possible, après les mesures prises par l'administration précédente pour la construction prochaine des chemins de fer jusqu'à la frontière américaine, de faire une objection de ce genre.

L'expérience de tous les pays est là pour démontrer que la forme des institutions l'emporte toujours sur les opinions individuelles. Que les colons viennent de l'Europe ou des États-Unis, ils s'adapteront toujours très rapidement à nos institutions, les préférant à toutes autres, et au lieu d'américaniser nos institutions, le résultat sera que ces colons se conformeront aux institutions que nous avons établies.

Si des capitalistes veulent engager des capitaux dans la construction de chemins de fer dans nos territoires septentrionaux, il ne serait passage de les en empêcher; de fait, on devrait leur donner toutes les facilités possibles.

La politique introduite par ce bill repose sur le principe très élémentaire que le gouvernement doit donner aux colons une chance de s'aider eux-mêmes; et, dans un pays qui jouit des institutions libres, on ne saurait mieux inculquer aux colons un esprit de véritable indépendance en leur offrant des avantages s'ils veulent venir s'établir dans le pays, avantages que nous devons offrir également aux capitalistes qui désirent y engager leurs capitaux.

En vertu des dispositions du bill, le gouvernement ne donne pas d'argent, mais des terres. Il est sans doute vrai

qu'un article du bill permet au gouvernement, s'il le juge convenable, et de l'assentiment du Parlement, de convertir les terres en argent et de payer cet argent à une compagnie. Mais si l'on obtient cet argent de ceux qui se sont établis dans le voisinage immédiat des chemins de fer, ce n'est pas réellement de l'argent payé par la population en général, mais bien par ceux qui ont pris possession de terres qui n'ont pas d'autre valeur que pour la colonisation. On donne ainsi aux immigrants les facilités nécessaires pour donner de la valeur au sol, et en même temps on les oblige à payer leur part des charges générales.

Si les chemins de fer peuvent être construits au moyens de concessions de terres ou par des subsides en argent provenant de la vente de ces terres, le pays ne saurait faire un meilleur usage des terres publiques que de les ouvrir à la colonisation, et de donner aux capitalistes suffisamment d'avantages pour qu'ils y engagent leurs capitaux.

C'est par la construction des chemins de fer que les terres du Nord-Ouest acquerront surtout de la valeur, et leur valeur dépend des facilités de transport des produits des colons. En construisant des chemins de fer à travers le Nord-Ouest, en établissant des communications avec tous les endroits fertiles où une colonie peut être fondée, nous augmenterons considérablement le trafic et le nombre des voyageurs sur ce chemin de fer, qui, d'ici à très longtemps, formera une seule ligne depuis Winnipeg à l'Est jusqu'au lac Supérieur.

Plus le Nord-Ouest se développera rapidement, plus augmentera le trafic provenant de ce pays et du voisinage de Winnipeg, lequel trafic sera dirigé sur les bords du lac Supérieur; on diminuera ainsi d'autant les frais d'entretien de ce tronçon du chemin de fer et l'on offrira dans la même proportion des avantages à une compagnie qui se chargerait de la construction du chemin de fer du Pacifique, si elle voit que tout le trafic du Nord-Ouest doit être desservi par cette seule ligne.

Il n'est pas nécessaire d'exposer plus longuement les raisons qui ont porté le gouvernement à proposer cette mesure, je me contenterai d'ajouter qu'elle a en vue les intérêts de la colonisation